



CIAS du 12 mai 2016 : une réunion sans surprise !

Prévisions pour le budget 2016

Malgré une stabilité annoncée par la DGAFP, les tableaux fournis par l'administration font apparaître une baisse de 0,7M €.

Aux remarques des organisations syndicales sur le « surgel » des crédits, le DGAFP rétorque que les conditions ne sont pas réunies pour une hausse du budget de l'ASI dû à la maîtrise de la dépense publique d'autant plus que les fonctionnaires viennent d'obtenir une hausse conséquente du point d'indice !

La CFDT insiste sur le fait que les aides de l'action sociale ne doivent pas être considérées comme une rémunération.

La CFDT demande la réservation de nouvelles places en crèche dans toutes les régions et l'augmentation des crédits alloués aux SRIAS (4M €).

La CFDT demande le redémarrage des réservations de logements en Île-de-France en précisant que l'application BALAE en place dans cette région permet une gestion efficace du parc alloué aux agents de l'État.

Barèmes

La CFDT déplore que la plate-forme commune des organisations syndicales ne soit pas intégrée dans la présentation de la DGAFP, nos propositions intègrent de nouveaux critères de calcul permettant l'augmentation des bénéficiaires.

Plusieurs scénarii ont été présentés par l'administration lors de la deuxième et dernière réunion allant jusqu'à 20% d'augmentation des barèmes des chèques vacances et des CESU.

La CFDT s'interroge sur la suite qui sera donnée à ces travaux.

Devenir des SRIAS

Un état des lieux des correspondants administratifs est présenté.

11 agents entre 0,5 % et 1,5 % ETP suivant les régions mais le tableau indiquant la répartition par région, demandé à plusieurs reprises par les organisations syndicales, n'a pas été présenté.

Pour la période transitoire 2017/2018, l'administration a fait part de l'impossibilité de maintenir les mandats des membres de la SRIAS pendant ces deux années et souhaite de nouvelles désignations pour les 13 membres des organisations syndicales et les 12 membres issus de l'administration début 2017 en acceptant les retraités qui étaient en activité aux dernières élections professionnelles de 2014.

La DGAFP souhaite contacter les fédérations afin qu'une entente se fasse sur de nouvelles élections des présidents en insistant sur le fait que les présidents actuels soient réélus !

L'ensemble des organisations syndicales refusent cette feuille de route et s'indignent du peu d'intérêt porté à leurs propositions.

Cible 2019 présentée par l'administration :

- 18 SRIAS (13 en métropole + 5 en DOM)
- 13 représentants des organisations syndicales et 12 représentants de l'administration
- Un vice-président dans 7 régions : Alsace-Champagne, Ardenne, Lorraine / Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes / Auvergne, Rhône-Alpes / Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées / Hauts-de-France / Ile-de-France / PACA
- Mise en place de relais locaux départementaux (rencontres des ministères et des acteurs de l'action sociale).

Les organisations demandent la tenue du groupe de travail pour la période 2017/2018 et une négociation pour la cible 2019.